



La Commune



Charité bien ordonnée commence... par la chasse aux réfugiés et aux sans-abri

MACRON-COLOMB (et Hidalgo)

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 25 – mercredi 20 décembre 2017

Six mois se sont écoulés depuis l'élection de Macron, grâce à l'utilisation d'un épouvantail FN bien rodé. Le Pen, c'était la chasse assurée aux réfugiés, aux sans-papiers et « la haine », c'était le bruit des bottes à chaque carrefour mais elle avait omis de proposer des muselières pour les personnes jetées dans les avions avant d'être « renvoyées dans leur pays ». Ça, c'est fait !

Tout ce que nous commençons à relater ici, c'est la vie quotidienne sous Macron, dans la charité la mieux ordonnée, dans la poursuite de ce qui avait déjà été engagé par Hollande-Valls. Un « moindre mal » qui fait très mal, un sale climat qui sème le vent de la révolte générale.



Contenu

MACRON-COLOMB (et Hidalgo)

« La crise entre le monde de l'humanitaire et l'exécutif français est sérieuse . »

La chasse « urbaine » aux sans-abri

Bayrou, le Maire Ubu

Acharnement étatique contre les réfugiés et reconduite à la frontière sous muselière

La « reconnaissance » de Macron

L'exemple des associations humanitaires

Pas de pourparlers avec les destructeurs du « modèle social » issu de 1936-1945-1968 !

La déchéance ne se négocie pas !

Front du refus, Tous ensemble !

Unité pour la protection des sans-abri et des réfugiés !

Unité pour la défense de tous les droits démocratiques, de toutes les libertés publiques et individuelles menacées par ce gouvernement !

Il s'est pourtant trouvé un institut de sondage (IFOP) pour faire passer l'info de « la remontée spectaculaire de la popularité de Macron » qui serait plébiscité par plus d'un français sur deux. Le peuple éprouverait-il à son tour le « plaisir de la conversation » avec ce président fort mal élu et dont le parti - La Réaction En Marche- vient de se faire lamener aux élections territoriales corses ?

L'IFOP, qui, jusqu'en 2016, était tenu par Laurence Parisot, l'ex tenancière du MEDEF, est passé sous la coupe de la riche famille Dentressangle qui figure parmi les 500 grandes fortunes de France. Avec de tels clampins, l'opinion publique est bien tenue. Nous ne discuterons pas ici la sincérité (ou non) de ce sondage, ni de la faculté de faire mentir les miroirs. Il se trouve que Macron ne rencontre pas d'opposition sérieuse au parlement et à la tête des syndicats. Tout se passe comme si ce précieux ne rencontrait, pour l'instant, aucune résistance.

Gageons que pour cette seule raison, sa cote peut encore se maintenir...dans les grands médias bien tenus. Au besoin, ce grand Ordonnancier du Capital sait servir la soupe humanité, gluante de charité. Comme ceci :



Comme quoi, au-delà de l'hypocrisie, il y a Macron.

« La crise entre le monde de l'humanitaire et l'exécutif français est sérieuse . »

Signe des temps qui courent, ce sont les associations diverses d'entraide et, parmi elles, la fondation Abbé Pierre, qui « incarnent » en ce moment la résistance organisée à Macron. Des associations qui n'ont pourtant pas la prétention de « changer la vie » ou de préparer « la révolution citoyenne », un « nouveau statut du travail salarié » et autres lendemains qui chantent...faux.

En effet, le 8 décembre, ces associations ont su faire ce que Martinez et Mailly n'ont pas fait : Claquer la porte face à l'inacceptable et à l'indignité de ce gouvernement :

« Le monde associatif refuse de cautionner un tri des migrants dans l'hébergement d'urgence »

« Une quinzaine d'associations de l'hébergement d'urgence ont claqué la porte du ministère de l'intérieur vendredi matin. Le ministre, Gérard Collomb, leur présentait son dispositif pour sortir les sans-papiers des centres d'hébergement d'urgence . »¹

Ces associations, telles Emmaüs ou Médecins du Monde ou le Secours catholique, le savent :

Accepter des pourparlers avec ce gouvernement équivaut à cautionner ses mesures inhumaines.

Le 10 décembre, c'est l'association Médecins du monde qui réagit à la déclaration de Macron sur la journée internationale des droits de l'homme :



Médecins du Monde ✓
@MdM_France

Abonné

Au-delà des postures @EmmanuelMacron, vous organisez le tri entre les sans-abri, vous harcelez les migrants à Calais et ailleurs, vous poursuivez les citoyens solidaires. Vous vous apprêtez à ouvrir des brèches dans le Droit d'asile. Difficile de célébrer ce jour.
[#DroitsDelHomme](#)

2

Le Monde est alors forcé de constater que « *La crise entre le monde de l'humanitaire et l'exécutif français est sérieuse.* »³

La chasse « urbaine » aux sans-abri

Quelques jours auparavant, la Fondation Abbé Pierre lance l'alerte contre la prolifération des dispositifs anti SDF : « *Mercredi 6 décembre au petit matin, la Fondation a mené, avec l'association Emmaüs Solidarité, une action alertant les citoyens sur l'indignité des équipements urbains destinés à éloigner les personnes à la rue.* »

Plusieurs centaines d'affiches ont été collées dans les rues de Paris, Lyon, Marseille et Metz sur des lieux délibérément aménagés, avec une inventivité qui fait parfois froid dans le dos, pour empêcher les personnes les plus démunies de s'abriter ou de prendre un peu de repos . »

Pour mémoire, les personnes sans domicile « *sont encore a minima 143 000 aujourd'hui en France, selon l'Insee (soit une augmentation de 50 % en 10 ans) , qu'elles vivent à la rue, dans un bidonville ou dans un hébergement d'urgence . »*

A l'appui de son intervention, la Fondation Abbé Pierre publie une vidéo glaçante qui recense les picots, cactus, pan inclinés (remplaçant les bancs), accoudoirs (empêchant de s'allonger sur un banc public) et autres « astuces » anti-sans abri ⁴.

Faut-il rappeler que la très écologique Hidalgo a été, à Paris, à l'avant-garde de ces « urbanités » ? La direction de la RATP est également en pointe dans cette chasse méthodique aux sans abris.

Une simple citoyenne prend alors l'initiative d'une pétition sur Change.org, elle dit :

« *« J'ai cet espoir fou, de pouvoir sauver le plus de personnes possibles et ce, grâce à vous et avec vous.*

Nous voyons tous "fleurir" actuellement dans nos rues, de monstrueux systèmes anti-SDF. Chaque emplacement et recoin où ces personnes démunies pourraient s'abriter, se réfugier et se reposer, sont systématiquement recouverts de pointes acérées (où même les enfants peuvent se blesser gravement, s'ils y trébuchent) des grilles ferment tous endroits pouvant protéger du vent, du froid, parfois même de jolis cactus très dissuasifs, ou bien encore, ce propriétaire d'un parking de la Rue de Rivoli à Paris qui a osé faire installer un système de douches froides, qui se déclenchent automatiquement, alors que des malheureux s'installent à l'abri. C'est les condamner à la pneumonie, dans le froid glacé (il s'agit bien là, de la mise en danger de la vie d'autrui) - information et photo, figurant dans la vidéo de la Fondation l'abbé Pierre, diffusée par Brut: Dispositifs anti-SDF-.

*Des plans inclinés, fermant les espaces plats, des bancs à accoudoirs réguliers empêchant toute personne d'y dormir et pire que tout, les fameux ponts, tant liés à l'histoire des **sans-abri** , sont maintenant, dans certaines villes, recouverts sur l **eurs sols, de pics de 6 à 10 cm ... »**⁵*

Bayrou, le Maire Ubu

La bonne ville de Pau n'est pas en reste. Le bon fidèle Bayrou veille au grain et la police municipale verbalise « *l'occupation prolongée et abusive des trottoirs* » par un sans-abri. L'agent zélé s'en tire avec une faute d'orthographe. ⁶ Ubuesque, non ?

La République
des Pyrénées

JUSTIFICATIF DU PAIEMENT A DETACHER ET A CONSERVER PAR LE CONTREVENANT

AVIS DE CONTRAVENTION

LE 14/12/17 A 14 H 25 N° 00466277

AGENT 64 0226 SERVICE PM OBLIGATION D'ÉCHANGE DU PERMIS DE CONDUIRE

LIEU DE LA CONTRAVENTION rue de Liège

COMMUNE PAU DEPT 64

NATURE DE LA CONTRAVENTION ET TEXTES VISÉS

Occupation prolongée et abusive des trottoirs et pas publics infraction prévue et réprimée par article municipal du 04/12/2013 et réprimée par l'art. de 1710-5 du CP

IMMATRICULATION

COLLER ICI LA PARTIE A CONSERVER DU TIMBRE-AMENDE

Vous êtes informé(e) que :

1. Vous pouvez exercer un droit d'accès et de vérification lorsque les renseignements vous concernant font l'objet d'un traitement automatisé (art. 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978) auprès de l'officier du ministère public près la juridiction de proximité ou le Tribunal de police.
2. Le paiement de l'amende forfaitaire entraîne reconnaissance de la réalité de l'infraction.
3. Si la rubrique "obligation d'échange du permis de conduire" a été cochée, vous êtes dans l'obligation d'afficher, auprès du service préfectoral de votre domicile, l'échange de votre permis de conduire délivré par un Etat de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.
4. Vous pouvez exercer, auprès du service préfectoral de votre domicile, un droit d'accès aux informations concernant votre permis de conduire.

A la marge, chacun aura constaté que ces faits ne suscitent pas l'indignation des Mélenchon, Hamon, bien trop affairés à préparer les « Européennes » qui devraient avoir lieu dans 18 mois ou à pétitionner pour la déontologie des journalistes.

Comme nous venons de la voir : réfugiés et sans abri sont délogés à la même enseigne. Les autorités, stimulées par Macron- Colomb les considèrent comme des parias qu'il faut « surveiller et punir », trier, déplacer, expulser ou laisser mourir de faim, de froid, d'isolement.

Toutes et tous sont victimes du même acharnement étatique.

Acharnement étatique contre les réfugiés et reconduite à la frontière sous muselière

C'est ainsi que 21 réfugiés s'attendent à être déplacés de Bayonne vers l'Italie qui, nous avons tout lieu de le craindre, les déplaceront encore ailleurs, les disperseront. ⁷

Cet acharnement produit son propre déchaînement, comme le montre ce témoignage relayé par *le Courrier de l'Atlas* ⁸ :



Un ressortissant algérien expulsé de France, à bord d'un avion à destination d'Alger, le 3 décembre 2017, escorté par 2 policiers français et portant un casque matelassé et un masque chirurgical devant la bouche. Crédit photo : Sadek Bouzinou

Les policiers chargés des « reconduites à la frontière » sont donc équipés de muselières. Cet équipement n'est certes pas « prévu » dans les consignes mais il n'est pas non plus interdit.

La « reconnaissance » de Macron

« *« Je veux être le président de la reconnaissance, de la dignité et de la reconnaissance morale de chacune et chacun »* avait lancé Macron en meeting à Arras, entre deux tours ⁹

Reconnaissance purement « morale », en effet, de « chacune et chacun ». En toute charité bien ordonnée contre les droits les plus simples de tous : droit de stationner sur un trottoir, droit d'être là, droit pour les associations de préserver leurs informations et droit de vivre d'un nombre toujours plus grand de gens parmi les « chacune et chacun ». Reconnaissance morale qui va de pair avec les coups de matraque et jets de grenades, de gaz lors de la plupart des rassemblements pacifiques de salariés, de lycéens, de soignants, de parents d'élèves. « Qui reconnaît bien châtie bien », donc.

L'exemple des associations humanitaires

Les salariés, les chômeurs, la population qui souffre n'ont besoin d'aucune « reconnaissance » du « Chef », ni de personne.

De leur côté, les associations d'entraide et de secours ont su former un front du refus qui, dans les faits, entre dans la voie de la rupture avec le gouvernement. Cet exemple de fermeté sans fanfaronnades devrait être imité par la CGT, FO, FSU, Solidaires au plus vite.

Ce n'est pas à une poignée de dirigeants autour de Mailly et Martinez de décider que les pourparlers sur les ordonnances en cours de « finalisation » doivent se poursuivre.

- **Pas de pourparlers avec les destructeurs du « modèle social » issu de 1936-1945-1968 !**
- **La déchéance ne se négocie pas !**
- **Front du refus, Tous ensemble !**
- **Unité pour la protection des sans-abri et des réfugiés !**
- **Unité pour la défense de tous les droits démocratiques, de toutes les libertés publiques et individuelles menacées par ce gouvernement !**

Mercredi 20 décembre 2017

Dernière minute

L'Argentine est le miroir dans lequel nous pouvons nous regarder.



Ce 18 décembre, des centaines de milliers de salariés ont manifesté contre la réforme des retraites de Macri, jusqu'aux abords du parlement qui était en train de voter cette réforme contre les retraites (60 ans pour les femmes - 65 ans pour les hommes).

La répression policière s'est alors déchaînée, avec des charges de police motorisée. Tout allait entrer dans l'ordre, en début de soirée. Mais, sans crier gare, la population du centre de Buenos Aires est descendue en masse dans la rue avec des casseroles pour protester contre la répression policière, durant toute la nuit.

Ce 19 décembre, les manifestations de masse se sont poursuivies. Nous devons saluer le sang-froid et la détermination de nos camarades du MST qui étaient en tête de la manifestation, faisant face à la police et qui avaient pressenti que Macri voulait faire un coup de force politique pour briser la mobilisation contre sa réforme des retraites.

Ce coup de force s'est retourné contre Macri et déstabilise le gouvernement argentin.

La réaction et la répression provoquent un mouvement général de révolte, entraînant les classes moyennes à ses côtés.

C'est ce qui attend « notre » Macron en France. Les mêmes causes provoqueront les mêmes effets, tout en sachant que Macron est plus faible que Macri, ce dernier ayant tiré profit de la déroute du péronisme aux élections.

Ne l'oublions pas : « *la lutte de classes est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu* ». Ce qui s'exprime sous des formes différentes, à des rythmes différents, en Argentine, en Catalogne et en France a le même contenu, celui du combat contre l'exploitation et l'oppression, par la méthode de la mobilisation de masse. Nous y reviendrons prochainement.



1 En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/societe/article/2017/12/08/le-monde-associatif-refuse-de-cautionner-un-tri-des-migrants-dans-l-hebergement-d-urgence_5226734_3224.html#WBpqs5D4d60shIRr.99

2 https://twitter.com/MdM_France/status/939869839493095424?ref_src=twsrc%5Etfw&ref_url=http%3A%2F%2Flelab.europe1.fr%2Fmigrants-et-sans-abris-medecins-du-monde-dezingue-emmanuel-macron-au-sujet-des-droits-de-l-homme-3516809

3 Le monde - déjà cité

4 https://youtu.be/fB_l-WWXA4

5 https://www.change.org/p/pour-l-interdiction-des-syst%C3%A8mes-anti-sdf-inhumains/psf/share?share_more=1

6 <http://www.larepubliquedespyrenees.fr/2017/12/15/pau-la-police-municipale-verbalise-un-sdf-deux-fois-en-15-minutes,2242094.php>

7 <http://www.sudouest.fr/2017/12/18/bayonne-une-manifestation-pour-soutenir-les-migrants-4044597-4018.php>

8 <http://www.lecourrierdelatlas.com/france-pour-expulser-un-algerien-la-police-francaise-l-equipe-d-une-museliere--10001>

9 <https://en-marche.fr/articles/discours/meeting-arras-emmanuel-macron-discours>

Modifié le mercredi 20 décembre 2017

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>